

**DECISION DU PRESIDENT N° 167-23**

PRISE EN APPLICATION DE L'ARTICLE L. 5211-9  
DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

**Objet : CONVENTION DE MISE A DISPOSITION PARTIELLE DE SERVICE AVEC TRIVALIS**

Le Président de la Communauté de communes,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5211-9,

Vu les articles L.2123-1 et R.2123-1 1° du Code de la Commande Publique,

Vu la délibération du Conseil communautaire du 4 juin 2020, relative aux délégations consenties en application des dispositions de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, autorisant le Président à prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés, des accords-cadres et des groupements de commande, en matière de marchés de travaux, de fournitures, de prestations de services et de prestations intellectuelles d'un montant inférieur à 214 000 € ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget,

Considérant que la Communauté de communes peut être amenée à avoir des besoins ponctuels relatifs à la communication en matière de déchets, à savoir :

- Missions de porte à porte pour informer et sensibiliser les habitants et les publics relais au tri des emballages ménagers et aux différents modes de collecte et de traitement des déchets ménagers et assimilés et à leur financement,
- Missions de sensibilisation auprès du public (intervention en milieu scolaire, dans les EHPAD, lors d'évènements...)

Considérant que pour ce faire, Trivalis peut mettre à disposition de ses collectivités adhérentes des ambassadeurs pour un montant de 150.00 € TTC par jour et par agent via une convention de mise à disposition partielle de service,

**DECIDE**

**Article 1 :** de signer la convention de mise à disposition partielle de service à compter de sa notification et prendra fin au 31 décembre 2023, soit un coût s'élevant à hauteur de 3 000 € TTC (pour un besoin de 20 jours).

**Article 2 :** d'imputer la dépense sur les crédits du budget annexe déchets.

**Article 3 :** le Directeur Général des Services et le Trésorier sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution de la présente décision.

**Article 4 :** la présente décision sera transmise à Monsieur le Préfet de la Vendée au titre du contrôle de légalité.

**Article 5 :** la présente décision peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Nantes dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au contrôle de légalité et/ou de sa notification et de sa publication.

**Article 6 :** conformément à l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, il sera rendu compte de la présente décision à la prochaine réunion du Conseil communautaire.

Ampliation en sera :

- Adressée à Monsieur le Trésorier
- Affichée conformément à la réglementation en vigueur
- Insérée au recueil des actes administratifs
- Notifiée aux personnes concernées



Fait à Saint-Fulgent, le 27 juin 2023

Le Président  
Jacky DALLEY